



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

## Les faits du jour

### Un vol de 2 millions

Depuis juillet dernier, l'usine d'automobiles bien connue du quai de Javel était mise en coupe réglée par un groupe de ses employés qui cédaient à bas prix, à des recéleurs, les pièces détachées adroitement subtilisées.

Fructueuse industrie dont les auteurs viennent d'être arrêtés : le montant des vols atteindrait deux millions de francs.

Ne plaignons pas trop cette grande boîte capitaliste qui a mis le temps à s'apercevoir des vols dont elle était « victime ».

Le contrôle ouvrier dans l'usine révélerait certainement un autre vol, qui se chiffre lui aussi par millions de francs. Il dure depuis des années et la loi le protège :

Les vols sont les milliers de travailleurs de l'usine et ce vol s'appelle : plus-value capitaliste.

### Le grand patronat tient ses assises

La Confédération générale du patronat français a tenu son assemblée générale statutaire sous la présidence de M. C.-J. Gignoux.

Celui-ci a retracé les progrès de l'organisation patronale au cours de l'année écoulée, signalé les points sur lesquels elle appelait de nouveaux efforts, et indiqué les devoirs qui s'imposent au patronat dans les circonstances difficiles que traverse le pays.

Avant de se séparer, l'assemblée a voté un certain nombre de modifications aux statuts pour les mieux « adapter » à l'organisation professionnelle actuelle.

### Gignoux Chez Blum

Gignoux, le baron Petiet et différents délégués de la puissante C.G.P.F. viennent précisément d'être reçus à la Présidence du Conseil, en même temps que les représentants des Industries métallurgiques et minières.

Accord total : Il s'agit d'intensifier la production des armements...

... Et de toucher en loyale monnaie le montant des commandes...

... Et de compléter l'étranglement des prolétaires, pour lesquels l'Hôtel Matignon est vraiment devenu un lieu historique !

Quand les prolos répondront-ils aux assises patronales par leur Congrès des usines ?

### Treize exécutions en U.R.S.S.

Moscou, 19 mars. — Pimonov, directeur d'un trust de l'exploitation forestière de Povenest (république autonome de Carélie) et huit de ses ouvriers, ont été condamnés à mort pour avoir « systématiquement organisé le sabotage de la coupe de bois ».

On annonce d'autre part que le tribunal militaire de Minsk (république de la Russie blanche) a condamné à mort Solovitchek, directeur de la Caisse d'épargne du district de Mozyr, ainsi que sa femme et deux employés sous ses ordres, pour avoir « tenté de soulever un mouvement antistalinien au sein des ouvriers des kolkhozes ».

(Fournier.)

### 100 francs d'amende au Croix-de-feu !

L'ex-Croix-de-feu Moret, à Lyon, était pour suivi pour détention d'armes de guerre.

Le tribunal correctionnel lui inflige... 100 francs d'amende.

Mais ne vous avisez pas d'appeler les ouvriers à constituer leurs milices antifascistes et à s'armer : toutes les rigueurs de la Justice du Front populaire s'abattraient sur vous !

## 5 milliards d'inflation

# Ronde de la paix ou danse devant le buffet ?



Deux faits extrêmement importants marquent la journée.

Pour parer aux besoins immédiats de la Trésorerie et assurer sa fin de mois, le Gouvernement demande l'autorisation

d'augmenter de cinq milliards de francs les avances de la Banque de France à l'Etat.

C'est-à-dire une inflation pure et simple de cinq milliards pour commencer, avec en corrélation et par voie de conséquence, une nouvelle hausse des prix, une augmentation du coût de la vie, une baisse des salaires réels.

Pour accomplir ce mauvais coup, le Gouvernement obtient de la Chambre seulement cent voix de majorité, et doit risquer son existence ministérielle demain devant le Sénat, où Caillaux l'attend, escopette au poing, embusqué derrière la Commission des Finances.

Mais le Sénat marchera parce que le 25 mars amène inexorablement l'échéance, et que, par ailleurs, se prépare le nouveau Code de la guerre.

\*\*

C'est le second fait. La discussion sur un ensemble de dispositions grosses de conséquences redoutables est commencée devant la Chambre.

La Défense nationale ne portera pas seulement sur le temps de guerre. Elle vaudra immédiatement pour le temps de paix puisqu'elle autorisera le Gouvernement à se livrer à des mobilisations économiques et militaires partielles, sur la base des régions, dès qu'il estimera que la situation est tendue.

C'est, en quelque sorte, la mobilisation permanente !

Le Journal Officiel du 4 mars 1927 reproduit un discours communiste contre la loi actuelle, qui s'appelait alors la loi Boncour, et que nous ferons bien connaître un jour.

Coût des premières dispositions concernant la Défense nationale : trois milliards. CINQ ET TROIS FONT HUIT !

\*\*

Blum va donc danser devant le Sénat pour obtenir les 5 milliards permettant de boucler le mois.

Blum a consenti et va continuer de consentir aux exigences du grand capital pour

assurer ses échéances et renflouer sa trésorerie.

Ceux que l'on appelait les vaincus de juin 1936, les Gignoux et consorts, sont désormais reçus et dictent leurs ukases.

Les directions syndicales sont également conviées... à s'y conformer.

Mais les victimes directes de ces mesures, de ces concessions, de ces exigences, ce sont les milliers de prolos et de paysans dont une grande partie se réclame du Rassemblement populaire. Mais ceux-là, on se garde bien de les consulter, et il est significatif que le discours de Thorez sur la ronde de la paix soit absolument muet au sujet des revendications ouvrières.

\*\*

Pour les travailleurs, il doit être clair que le Front populaire est une période de l'histoire politique déjà dépassée. Le nom subsiste seul.

A nous d'ouvrir la succession. A bas le contrôle du Sénat sur la Chambre. A bas le contrôle de la Banque et de l'Industrie sur le prolétariat.

L'heure est au contrôle des ouvriers et des paysans, l'heure est aux Conseils d'entreprise et de village.

## As-tu cherché autour de toi ?

Combien de camarades nous disent : « Je voudrais bien donner davantage pour le journal, mais cela est impossible ».

Sans doute, camarade, nous savons que ton salaire, souvent maigre, ne te permet pas de verser des souscriptions de l'importance de celles que versent les lecteurs de « L'Epoque ». Mais as-tu, cette semaine, cherché autour de toi ?

As-tu, dans ton usine, ton chantier, ton bureau, ton magasin ou ton village, essayé d'étendre le cercle des lecteurs de « La Commune » ? As-tu fait un abonnement ? Aux sympathisants qui travaillent auprès de toi, as-tu demandé une obole qu'on ne t'aurait certainement pas refusée ? A ceux qui nous lisent régulièrement, as-tu expliqué que seul l'effort systématique de nos lecteurs peut nous permettre de grandir ?

Et combien de pièces de 10 sous ou de 20 sous, récoltées une à une, vas-tu remettre à ton journal ?

IL DEPEND DE TOI QUE « LA COMMUNE » DEVIENNE QUOTIDIEN POUR LA IV<sup>e</sup>.

Il dépend de toi que les communistes-internationalistes aient une arme encore meilleure à leur disposition. Y penses-tu ?

Alors, camarade, n'attends pas à demain pour nous faire parvenir ta souscription. Si modeste qu'elle soit, elle nous est précieuse, elle nous est indispensable.



## Après l'Anschluss a qui le tour ?

**D**ES avis « autorisés » sont là-dessus partagés ; certains annoncent l'attaque prochaine en direction de la Tchécoslovaquie, mais aujourd'hui on parle plutôt de la nazification de la Hongrie. En fait, le jeu est plus compliqué et si le programme général est facile à déterminer, les étapes et la fin de l'histoire sont plus difficiles à prévoir ! Il ne faut jamais oublier que le premier objectif essentiel d'Hitler, chef d'orchestre incontesté de l'axe Berlin-Rome, demeure la colonisation d'une partie de l'U.R.S.S. Pour y parvenir, Hitler doit : 1° Conquérir l'hégémonie en Europe Centrale ; 2° s'assurer des alliés ; 3° briser les alliances de l'U.R.S.S.

1°) L'hégémonie en Europe Centrale, l'Anschluss donne à Hitler, pour y parvenir, un atout considérable. Un gros effort d'organisation économique sera fait pour améliorer la situation en Autriche, un projet d'échanges sera mis sur pied avec la Yougoslavie, la Hongrie, la Roumanie. La puissance industrielle de l'Allemagne peut permettre d'obtenir certains résultats. Succès économiques possibles, pression politique et militaire peuvent constituer de précieux atouts pour Hitler.

2°) La Pologne est à peu près acquise au rôle de loyal allié ; il faut s'attendre à la formation d'un bloc : Pologne, Esthonie, Lithuanie, Finlande et Roumanie qui constituera une sorte de cordon « sanitaire » autour de l'U.R.S.S. et parachèvera son isolement.

3°) Hitler compte sur le développement de la réaction en France, sans cesse encouragée par les constantes capitulations du Front populaire, pour arriver à créer un courant « anti-Moscou » capable de faire rompre l'accord franco-russe. La Cité de Londres appuiera ses efforts.

\*\*

Si le plan général est comme on le voit assez simple, la réalisation peut se heurter à de grandes difficultés. L'impérialisme français peut-il lâcher pied en Europe Centrale ? ne s'orientera-t-il pas plutôt vers la guerre avec ou sans appui préalable de l'Angleterre qui peut difficilement abandonner la France ? Mussolini ne voudra-t-il pas bientôt trouver en Méditerranée des compensations et ses exigences ne seront-elles pas la cause d'un conflit avec l'Angleterre ou la France : à propos de l'Espagne, par exemple ?

Un mouvement prolétarien en Europe : en France où tout n'est pas joué, en Angleterre où un certain réveil semble s'accuser, n'obligera-t-il pas Hitler à limiter ses ambitions et à s'occuper de la situation intérieure en Allemagne, en Autriche, etc..., surtout si le développement de la crise économique mondiale ne lui permet pas d'obtenir les succès qu'il espère sur le plan des échanges avec l'Europe Centrale ? etc., etc...

Nous maintenons que le prolétariat retrouvera peut-être enfin assez de conscience pour faire entendre, avant qu'il ne soit trop tard, sa voix propre : la voix de la révolution. Et ceci qui n'est ni dans le programme du Führer ni dans celui des impérialismes démocratiques a aussi son importance ! Et décisive cette fois !

Traduction de tous les pays, traductions

# LA VÉRITÉ

En vente dans tous les kiosques

### LA C.G.T. DECIDE...

En 1914, la C.G.T. était environ dix fois moins forte numériquement qu'en l'an 1938. Si, le 2 août, Jouhaux retourna sa veste, du moins quelques jours encore avant la guerre, la C.G.T. appelait encore les travailleurs à résister à la guerre, et le gouvernement interdisait la tenue d'un meeting.

Aujourd'hui, Jouhaux, Racamond, Frachon et Cie sont à la tête de la meute chauvine. Ils chargent Raynaud et Hénaff de mobiliser les travailleurs parisiens pour le 26 mars à Buffalo.

Oubliées les revendications ouvrières, torpillées les 40 heures. Il faut produire et produire et produire encore. Les Albert Thomas se présentent en quantité au service de la bourgeoisie.

Mais les travailleurs ne marchent pas dans leurs sales combinaisons avec les Gignoux sous la houlette de Blum et Daladier.

n'ont que faire de cette « patrie » qu'ils ne connaissent que pour lui donner leur peine et leur vie. Ils défendent leurs revendications intégralement contre leurs patrons, ils se refusent aux heures supplémentaires. Le soutien de l'Espagne ? Oui, le soutien des travailleurs espagnols, mais pas celui des intérêts des capitalistes français sur la frontière des Pyrénées. Qu'est-ce que cette comédie « d'une heure gratuite pour l'Espagne » ? Qui contrôlera ? Qui peut vraiment le faire ? Et les patrons, c'est gratuitement aussi qu'ils feront cela ?

L'U.R.S.S. a vendu des armes, des avions, des munitions au gouvernement espagnol. On ne suppose pas que les capitalistes français vont être plus généreux que Staline. Ce seraient toujours les ouvriers qui seraient destinés à payer les frais. Encore une fois, la C.G.T., c'est-à-dire Jouhaux et autres traitres, ont décidé, mais les ouvriers feront suivant leurs intérêts.

### DANS L'ALIMENTATION

La grève dure encore dans quelques boîtes. Les grévistes tiennent de façon absolument remarquable, bien que le « soutien » des dirigeants syndicaux reste égal à ce qu'il était auparavant, c'est-à-dire lamentable.

On s'adresse toujours au gouvernement pour qu'il demande aux patrons d'être « sages ». A défaut on menace de prendre « toutes décisions utiles ». Que peuvent être de pareilles décisions alors qu'on a laissé passer les périodes où le mouvement entraînait la plus grande partie des travailleurs de l'alimentation et où il aurait été possible de faire soutenir leur mouvement par la grande masse des travailleurs parisiens ?

Les travailleurs de l'alimentation, abandonnés, trahis, doivent comprendre que la responsabilité incombe à cette politique de collaboration de classes qui s'appelle Front populaire et qui a mis les de tendance d'une grande importance s'est montré sur son véritable terrain, après de longs mois de mijotement dans les coulisses ou de trafics de couloirs.

### LE CONFLIT DES TECHNICIENS

Lors du dernier congrès des techniciens de la Métallurgie de la Région parisienne, un conflit

La Fédération des Techniciens, qui a vu ses effectifs augmenter dans des proportions assez importantes après les grèves de juin 1936, échappe pour sa représentation à la direction centrale des staliniciens, considérant que le sort des ouvriers est lié avec celui des techniciens, le Syndicat parisien des Métaux, à direction stalinienne, manœuvre pour le rattachement des techniciens au Syndicat des Métaux. Tel est, en quelques mots, le motif du conflit.

**U**NE vive indignation est manifestée dans toute la presse bourgeoise du monde entier en raison de la nationalisation des sociétés pétrolières étrangères au Mexique. Par décret du président Cardenas, dix-sept sociétés anglaises et américaines, dont le capital global atteindrait 100 millions de livres sterling (soit plus de 16 milliards de francs) sont nationalisées.

L'opération est d'envergure. « Le Temps » lui consacre un éditorial dénigrant les mesures prises par Cardenas comme étant « dans la ligne de la politique bolchevisante qui a pris au Mexique un développement si inquiétant au cours de ces dernières années » et imprégnées d'un esprit « révolutionnaire et anticapitaliste ». La colère brouille les notions chez le journal de la bourgeoisie. Ce n'est pas une raison pour ajouter à la confusion, à la manière de Leroux, du « Populaire » pour qui l'expérience mexicaine se présente comme plus importante encore que l'expérience soviétique.

En U.R.S.S., il y a eu la révolution prolétarienne, la victoire du bolchevisme, avant que s'effectue la dégénérescence bureaucratique.

Au Mexique, il n'y a pas eu de révolution pro-

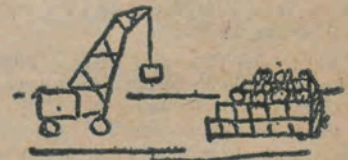
# LE COIN D'

Le groupe stalinien a quitté le congrès, ayant déjà, il y a quelques semaines, essayé de convoquer une assemblée sous les auspices de l'Union des Syndicats de la Seine et du maître des cérémonies Raynaud ; aujourd'hui, après le congrès, une nouvelle tentative serait de nouveau tentée, et même des cartes seraient prêtes. Attendons !

La Commission administrative de la C.G.T. a été saisie du conflit ; une décision du Bureau Confédéral a paru dans « le Peuple » du 19 mars, indiquant qu'une Commission spéciale était chargée d'enquêter et de rapporter, dans le plus bref délai, la C.A. devant décider elle-même les mesures pratiques à prendre pour mettre fin à un conflit regrettable.

Comme on le voit, les tentatives de colonisation du P.C. se poursuivent et prennent même un caractère inquiétant. On est loin de la démocratie ouvrière, de la représentation proportionnelle dans les directions, du respect des opinions. Déjà c'est la dictature, juste voter, approuver et payer, tel est ce que souhaitent réaliser ceux qui tendent la main aux curés et aux jaunes du Syndicat professionnel.

Décidés à faire respecter nos droits d'ouvriers et de la démocratie ouvrière, nous lutterons jusqu'au bout.



### MARSEILLE

Depuis le 3 mars, l'industrie des produits chimiques de la région marseillaise est en grève pour protester contre la sentence surarbitrale De Segogne, qui a annulé l'échelle mobile qui était en application dans cette industrie.

Lundi, une grève générale de solidarité d'une heure a été réalisée par l'ensemble des ouvriers de Marseille. Après le meeting, une manifestation s'est déroulée dans les principales rues, montrant une fois de plus la force prolétarienne.

Ceci ne peut suffire pour faire obtenir aux camarades des produits chimiques l'aboutissement de leurs revendications, c'est nationalement que la grève doit être faite, la tactique patronale consiste à gagner une victoire régionale, pour ensuite passer à l'offensive dans une autre région. A cela il faut répondre en bloc en s'organisant à la base dans des Conseils d'entreprises, en réclamant non pas l'échelle mobile, mais la revalorisation des traitements par rapport au coût de la vie, en maintenant l'occupation des usines, en exigeant le contrôle ouvrier.

De cette façon seulement la victoire peut être assurée.



Les nationalisations  
et le Bolchevisme

létarienne, pas de victoire du bolchevisme. Il n'y eut qu'une révolution démocratique bourgeoise ; les mesures prises par Cardenas restent strictement dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Dans l'article du « Temps » on trouve un curieux exemple du « bolchevisme » pratiqué au Mexique : la confiscation des biens ecclésiastiques. Les bourgeois de France sont déjà bien vieux et leur mémoire est plus que défaillante. Sinon ils se souviendraient qu'en 1789, pour combler le déficit de l'Etat (déficit que Mirabeau qualifia de « trésor de la nation »), la bourgeoisie — et d'ailleurs avec elle la noblesse et le clergé, puisque la mesure fut prise par les Etats généraux transformés en Constituante, la plus modérée des Assemblées qui occupèrent la scène de 1789 à 1793 — expropria sans indemnités les biens ecclésiastiques. La confiscation de biens de l'Eglise était une mesure révolutionnaire, certes, mais non une mesure anticapitaliste.

Il en est de même au Mexique quant à la nationalisation des sociétés pétrolières. Nous n'insisterons pas sur les indemnités accordées aux sociétés américaines et anglaises ; les indemnités



# DU PROLO

## Casimir-la-Canaille a tenu son Congrès

Il reçoit les serments de fidélité de différentes Sections, sur le modèle de celui de Saint-Mandé : « J'ai 1.500 hommes derrière moi. Vous avez leur cœur et leur esprit, demain vous aurez leur chair ! ».

Le P.S.F. hésite devant les grignotages que lui vaudraient les alliances avec les autres fractions de droite et repousse avec une apparente indignation le « Front de la Liberté » proposé par Doriot.

Mais les Doriot et les Casimir continuent en toute liberté leur action contre-révolutionnaire. La répression et toutes ses rigneurs est réservée aux prolétaires.

### POUR LES ELECTIONS PRUD'HOMALES

Faites-vous inscrire avant le 20 avril. Chaque année, du 1<sup>er</sup> au 20 avril, ont lieu la révision et l'inscription sur ces listes spéciales.

Sont électeurs ouvriers (ou ouvrières) : les ouvriers, les chefs d'équipe ou contremaîtres prenant part à l'exécution matérielle des travaux industriels, et les chefs d'ateliers de famille travaillant eux-mêmes.

Sont électeurs employés : les employés de commerce et d'industrie et les contremaîtres ne remplissant que des fonctions de surveillance ou de direction.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- 1<sup>o</sup> Pour les électeurs :
  - a) Etre inscrit sur les listes électorales politiques ;
  - b) Etre âgé de 25 ans avant le 21 avril ;
  - c) Exercer depuis trois ans, apprentissage compris, une des professions indiquées dans le décret qui a institué le Conseil des Prud'hommes de votre localité ;
  - d) Exercer cette profession dans le ressort de ce Conseil depuis 1 an.
- 2<sup>o</sup> Pour les électrices :
  - a) Etre Française ;
  - b) Mêmes conditions d'âge et de profession que pour les électeurs.



LA COMMUNE est en vente aux mêmes endroits, chaque deux jours, qu'elle l'était chaque semaine. Vérifiez sa mise en montre et sa diffusion dans les kiosques.

#### GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

#### MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30, au « BAR BYRRH », 56, rue d'Aubagne.

## Nationalisations au Mexique

socialisme



prévues s'étagent sur dix ans, elles ne sont pas encore versées ; il s'agit là non d'une question de principe mais d'une question de possibilité pratique. C'est le fait des nationalisations qu'il faut juger et, pour cela, il faut le voir dans le cadre de la révolution démocratique accomplie au Mexique. Celle-ci a libéré une partie des forces productives, mais ces forces productives ont besoin d'aliments. La paysannerie a besoin d'une industrie. Les tendances capitalistes grandissent de ce fait au Mexique. Mais impossible de développer une industrie sans investir du capital. Il faut donc trouver ce capital.

Dans ces conditions le Mexique a procédé comme en bien d'autres pays : l'Etat a repris une partie des biens qui sont ceux de la nation, que contiennent son sol ou son sous-sol, ou qui sont édifiés sur le territoire.

Le jeune capitalisme mexicain, grandi à l'ombre des capitalismes yankee et britannique croit être assez fort pour se libérer de leur tutelle. Il le fait en s'appuyant sur la classe ouvrière mexicaine, en collaboration avec la bureaucratie ouvrière du Mexique ; demain, s'il voit la puissance du prolétariat le menacer, il fera volte-face et ira

### 129<sup>e</sup> R.I., LE HAVRE

Malgré les changements de Cabinet et les belles promesses des dirigeants du Front populaire, une nourriture infecte continue à nous être servie au 129<sup>e</sup> et plus spécialement à la compagnie de commandement.

Les soldats en viennent à se demander, en regardant ce qu'on leur sert, si nos dirigeants ne se figurent pas, par hasard, nourrir des cochons en place de soldats. On a nettement l'impression que pour la viande (les trois quarts du temps avariée), pour les betteraves, les haricots et la crème de gruère, des contrats ont été passés avec les fournisseurs, car nous n'avons que cela à manger et le même menu sert sans interruption pour toute la semaine. Malheureusement, la trop célèbre phrase : « Nous n'avons pas de beurre, mais nous avons des canons », est reprise par les dirigeants de l'armée française qui font voter des crédits colossaux pour fabriquer des armes et laissent crever les soldats de faim.

Mais les pauvres encasernés en ont assez et s'ils n'ont pas leur dû de bon gré, ils l'auront de force.

Avis au colonel du 129<sup>e</sup> et à tous les petits gradés qui vont faire un tour à la cuisine avant d'aller chez eux et qui, tout en étant bien trop payés pour ce qu'ils font, se nourrissent encore de quelques morceaux volés aux soldats.

Mais patience, M. le colonel a beau faire défiler ses bataillons dans les rues avec musique en tête, pour réchauffer un peu l'ardeur patriotique, on n'entend plus crier « Vive l'armée » et les soldats, eux aussi, comprennent pour qui ils souffrent et un jour, que j'espère proche, ils prendront leur revanche.



### 129<sup>e</sup> R.I., LE HAVRE

Préparation intensive à la guerre ! Exercices sur exercices ! Tels sont les mots d'ordre qu'ont reçu depuis un certain temps nos gradés, qui ne demandent pas mieux pour étaler au grand jour leur cruauté et leur besoin de punir. Mardi matin, exercice d'embarquement en gare du Havre ; éternelle comédie des alertes, planquage sous les wagons, stations sous les halls, réintégration dans les wagons, redescente, et enfin défilé en ville, musique en tête. Le soir, le même exercice recommençait de nuit. Le lendemain, exercice de mobilisation pendant tout un après-midi, essais de nouveaux équipements, distribution de fusils neufs, obligation de rester en tenue avec la capote, sous un soleil qui chauffait particulièrement ce jour-là. Les soldats comprennent très bien que ces exercices sont les premières répétitions du grand drame ; ils se rendent compte que toutes ces manigances sont un aperçu du rassemblement pour le grand carnage et si les gradés, à ce moment-là, pouvaient lire dans les âmes des pauvres petits soldats, ils auraient moins confiance dans le patriotisme du ploupiou et ils auraient, dans bien des cas, lieu de craindre pour leur propre sécurité, car la grande majorité des soldats est décidée à s'opposer à la mobilisation par tous les moyens, en commençant d'abord par supprimer ceux qui veulent la guerre. Il n'y a d'ailleurs pas qu'au 129<sup>e</sup>, car j'ai parlé avec un artilleur du 34<sup>e</sup> de Rouen, chez qui la mauvaise nourriture sévit encore plus que chez nous. Tous en volent aussi de dures, et il m'a affirmé le désir de ses camarades d'en finir avec ce régime pourri qui ne peut nous amener que la guerre.

chercher un appui dans les capitalismes américain, anglais ou autre, contre le prolétariat.

Kemal Pacha en Turquie, Tchan Kai Chek en Chine ont d'abord suivi le chemin parcouru par Cardenas.

Celui-ci finira-t-il comme eux ou quelqu'un d'autre achèvera-t-il la besogne des tendances capitalistes grandissantes au Mexique, le problème n'est pas là. Il est pour les ouvriers de comprendre que les mesures de Cardenas ne sont pas du bolchevisme, qu'elles ne sont pas anticapitalistes, mais qu'elles sont révolutionnaires, c'est-à-dire dans le sens du développement des forces productives. Et c'est pourquoi ces mesures auront l'appui total des travailleurs. Mais, en même temps, il reste à ceux-ci de s'organiser en force de classe indépendante, de comprendre que la bourgeoisie mexicaine ne pourra pas mener jusqu'au bout la révolution démocratique, qu'elle est l'amie de demain des impérialismes aujourd'hui évincés, et que la tâche du prolétariat est de conquérir la nation, de supprimer le régime d'exploitation capitaliste, en un mot d'imposer des mesures vraiment bolcheviques.

## Pour l'Espagne républicaine

### “ Du Blé... et des armes ”

**N**ONOBSTANT qu'une série de graves événements soient passés sur le monde pendant ces dernières semaines, la question espagnole demeure encore la question à l'ordre du jour des événements dont l'importance peut provoquer un conflit mondial.

Les anarchistes, les poumistes, piveristes, etc., viennent de commencer une campagne en faveur de l'Espagne... en agitant une série de mots d'ordre d'une démagogie effrontée, dont les plus importants sont : « des armes et du blé pour l'Espagne »... En ce qui concerne le blé et tous les autres aliments, riz, pommes de terre, haricots, viandes, etc., pour venir en aide au peuple espagnol, qui se trouve dans une véritable situation de famine, chaque ouvrier, quelle que soit sa tendance, comprend que l'envoi de ces matières constitue un acte de solidarité, et que c'est un devoir urgent à accomplir. Mais parlons clairement ; si le blé doit être destiné au gouvernement Négrin, pour alimenter la garde civile et toutes les autres forces, ou au personnel de l'Etat et de la contre-révolution bourgeoise, qui maintient la classe ouvrière sous la terreur, nous disons : Non ! Nous savons par expérience que de toutes les « caravanes » de « vivres » des staliniens et des socialistes, etc., que des quelques boîtes de lait, ou des quelques sacs de pommes de terre envoyés en Espagne, les ouvriers, les paysans et toute la population pauvre n'ont même pas vu la couleur. Sur le problème des armes, la question est encore plus sérieuse. Qui doit envoyer ces armes ? La bourgeoisie française ? Et à quoi serviront ces armes ? à la révolution socialiste ou bien à une guerre, ou à une intervention impérialiste ? A abattre Franco d'abord, et ensuite... ?

\*\*

A qui donner ces armes ? au gouvernement Négrin, à Prieto et aux Comorera ? à ce gouvernement de défaite et de banqueroute ? Armer encore ce gouvernement de la contre-révolution qui a fait assassiner des milliers de révolutionnaires, des Nin, Berneri, Mena, Navarro, qui a fait disparaître Wolf, Moulin, B.L., et qui maintient un parti hors-la-loi : le P.O.U.M. et des milliers de prolétaires révolutionnaires dans les prisons, menacés constamment d'être fusillés ?... Aider l'Espagne, à travers ce gouvernement qui a instauré un régime de terreur policière, qui a détruit une par une toutes les conquêtes de la révolution, qui a abattu par les armes les comités des ouvriers, paysans et soldats, etc... signifie aider la contre-révolution et maintenir la chaîne au pied des ouvriers. Il faut apporter au prolétariat espagnol une aide révolutionnaire directe, avec blé et armes, mais en luttant pour démolir la bourgeoisie « chez nous ». Cette aide ne peut pas se réaliser à travers le gouvernement Négrin, elle est conditionnée par de véritables organes du prolétariat : comités d'usines, de villages, de l'armée, représentés par tous les courants politiques de la classe ouvrière espagnole, sur la base d'une véritable démocratie prolétarienne, en constituant un gouvernement ouvrier-paysan.

Libérez Andrade, Giromella, Marotte, Gorkin, Moulin, Wolf, et tous les prolétaires emprisonnés. Liberté pour tous les partis ouvriers qui combattent en Espagne. C'est seulement de cette façon que la solidarité et l'aide du prolétariat international seront utiles et rendront invincible le vaillant prolétariat espagnol pour abattre le fascisme dans la voie de la victoire de la révolution prolétarienne.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »,  
Le Gérant : A. BASTIDE.



# Carnet "B", corruption et cours martiales

## A la lueur de 1914

**L** se confirme que le projet de loi sur « l'Organisation de la nation en temps de guerre » n'est autre que la fameuse loi Boncour, déjà présentée en 1927 et qu'on aggrave aujourd'hui de dispositions particulières qu'inspirent aux gouvernements et aux états-majors la redoutable technique des guerres modernes.

Loi d'asservissement au patronat pendant la paix, loi qui prétend, pendant la guerre, précipiter au massacre, pieds et poings liés, sans distinction d'âge ni de sexe, les travailleurs de la ville et des villages.

Mais loi vulnérable cependant puisqu'elle est basée sur l'intégration totale de l'ensemble des ouvriers et des paysans à l'engrenage guerrier et que la résistance prolétarienne et paysanne peut, de ce fait, la mettre en échec.

La préparation et l'organisation de la guerre impérialiste se heurtent inévitablement à l'action défensive et offensive des travailleurs. La première implique, pour la bourgeoisie au pouvoir, la répression de la seconde.

Elle est d'ailleurs aidée puissamment par la presse, les haines entretenues avec précaution qui opposent les peuples les uns aux autres, les accès de folie collective qui, parfois, s'emparent des masses. On l'a vu en 1914 ; on le constate en 1938 grâce à la complicité des seconde et troisième Internationales...

Les gouvernements ajoutent à ces moyens la pénétration systématique dans les organisations de classe et, sitôt le déclenchement de la guerre, les rigueurs du code militaire : Cour martiale et poteau d'exécution.

Dénoncer ces procédés à la lumière des événements récents de la dernière guerre, les rappeler aux jeunes travailleurs qui les ignorent et aux adultes qui auraient pu les oublier, c'est un acte de propagande révolutionnaire que chaque ouvrier, chaque paysan, doit accomplir autour de lui.

## L'Union sacrée

En 1914, les traîtres de la C.G.T. et de la social-démocratie collaborèrent à la conduite de la guerre impérialiste en compagnie des pires impérialistes.

Dans le tome 5 de ses Mémoires, pages 35 et 36, Poincaré donne quelques précisions sur la constitution d'un Comité de Secours national au service de la France.

La première réunion officielle de ce Comité eut lieu le 7 août 1914, à la Sorbonne. Y participaient notamment :

Maurice Barrès et Mlle Déroulède, représentant le chauvinisme intégral qui depuis quarante ans réclamait ouvertement la guerre ; Mgr. Odelin, représentant l'Archevêque de Paris ; Dubreuilh, Secrétaire du Parti socialiste ; Jouhaux, de la C.G.T. ; Pujol, de l'Action Française ; des magistrats, des fonctionnaires, des industriels, des hommes de lettres...

Cette trahison des chefs au sommet s'accompagna d'un travail gouvernemental de désagrégation et de corruption dans les rangs ouvriers. L'application du « Carnet B » y aida puissamment.

Le « Carnet B », dit Clémenceau, le 22 juillet 1917, dans un discours au Sénat, est un simple carnet sur lequel on inscrit les noms des hommes qui pourraient être dangereux non seulement au jour de la mobilisation, mais aussi pendant la durée de la guerre.

## Le Carnet "B"

De ce carnet, on peut entrer et sortir. Six mille individus y figurent... 1.500 pourraient en être retirés...

Ce qui signifie qu'aux mains de l'Intérieur, le Carnet B est à la fois instrument de répression, moyen de chantage sur certains, dont on utilisera l'influence pour corrompre les milieux ouvriers et paysans.

C'est ainsi que Malvy, ministre de l'Intérieur à l'époque, utilisa les services d'Almeryda, directeur du « Bonnet Rouge ». Ce dernier s'acquitta fort bien de la mission qui lui est confiée, mais... (nous citons toujours Clémenceau) :

— Le milieu des anarchistes-individualistes seul échappe à son influence, observe M. Richard, directeur de la Sûreté.

— Pas d'exception, rétorque Almeryda, je vais les voir, accordez-moi vingt-quatre heures.

— C'est promis, répond Malvy.

Quelques jours après, rapport d'Almeryda :

— J'ai obtenu de ceux qui étaient comme les directeurs de conscience de ce milieu l'engagement d'honneur qu'ils ne se livreraient à aucun acte délictueux ou hostile, et qu'ils prenaient la responsabilité de leurs troupes. Je dis à M. Malvy : N'arrêtez personne.

— Vous avez ma parole, répond Malvy.

\*\*

Rien ne saurait mieux illustrer les procédés gouvernementaux et policiers qui s'expriment par cette déclaration de Malvy à Almeryda :

— Des hommes comme vous sont plus utiles à Paris qu'à la frontière !

Almeryda devait d'ailleurs être victime d'un suicide... involontaire qui scella à jamais une bouche pouvant être trop bavarde et Malvy frôlait de près le poteau de Vincennes. Le régime militaro-policier fonctionnait à plein. Clémenceau faisait la guerre.

## Les cours martiales

Aux armées, les cours martiales fonctionnaient à pleins fusils.

Beaucoup de jeunes ouvriers ne réalisent certainement pas, ou réalisent mal, les conditions qui leur seraient faites, en temps de guerre, dans l'usine ou au front.

Peut-être croient-ils encore à cette légalité « républicaine » qui doit régner dans l'armée bourgeoise.

La lecture des arrêts des Cours de Cassation annulant certains jugements de Cours martiales les détromperait. Ces jugements en cassation ont restitué à quelques condamnés l'honneur sur le plan bourgeois, ont-ils rendu la vie aux soldats exécutés sans jugement et sans motifs mêmes militaires ?

Suippes, 16 mars 1915, la Cour martiale composée d'officiers non combattants refuse systématiquement l'audition des témoins et décide l'exécution de quatre caporaux.

L'exécution a lieu dans des conditions abominables et sous la protection d'un détachement de dragons, dans la crainte d'une révolte des soldats.

Ces quatre caporaux ont été condamnés par ordre, selon les instructions du colonel Berubé qui voulait un exemple saisissant.

En novembre 1914, six hommes sont fusillés à Vingré, après un marchandage tragique où les généraux Julien et Villaret, après avoir ordonné l'exécution de tous les soldats des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> escouades, réduisent leurs exigences à douze victimes, puis à six, à titre de transaction.

Le 13 février 1915, le soldat Bersot est passé par les armes pour avoir refusé de revêtir un pantalon prélevé sur un mort, et souillé de sang et de déjections.

Le 12 novembre, un paysan mobilisé, Leymarie est fusillé pour l'exemple. Son crime est de s'être fait panser étant blessé... Mais il faut frapper l'esprit des troupes et réprimer les mutilations volontaires. Devant le peloton d'exécution, Leymarie dit :

« ... Quand j'avais besoin d'argent, je prenaux des moutons au hasard du troupeau, pour les vendre. C'est moi qui suis pris au hasard, aujourd'hui. Je suis innocent ! »

Nous ne citons ici que quelques faits, parmi des centaines d'autres. Et les assassins responsables ont pu continuer à jouir de l'existence en toute quiétude.

## La réponse des métallos

Les métallos ont déterminé pendant la guerre un certain nombre de mouvements, qui allèrent en s'amplifiant : 10.000 grévistes en 1916 ; 55.000 en 1917 ; 30.000 en 1918 et la bourgeoisie devait reconnaître que ces mouvements croissants n'étaient plus seulement d'ordre économique (salaires), mais prenaient un caractère politique et révolutionnaire contre la guerre.

C'est là-dessus que nous devons conclure devant les travailleurs : La bourgeoisie choisit ses victimes dans un troupeau, on le fait massacrer tout entier ; mais un prolétariat organisé et agissant collectivement peut imposer à la bourgeoisie ses volontés de classe.

### Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom .....

Adresse .....

souscrit un 3 mois ..... 3 fr.  
Abonnement de 6 mois ..... 15 fr.  
1 an ..... 30 fr.

et adresse le montant au compte postal

Brausch 1773-07. Paris  
66, faubourg Saint-Martin